

**Art. 7.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de specifieke vergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

**Art. 8.** Wanneer de aanvraag tot specifieke vergoeding niet ontvankelijk is, schort het personeelslid van niveau A bedoeld in artikel 7 de aanvraag op en stelt hij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Indien het dossier niet binnen een maand na de datum van kennisgeving van de schorsing is vervolledigd of het verzoek om specifieke vergoeding opnieuw niet-ontvankelijk is verklaard, wordt het definitief ingetrokken.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de specifieke vergoeding wordt toegekend.

De administratie stelt de onderneming ervan in kennis dat de specifieke vergoeding wordt toegekend op grond van de tijdelijke kaderregeling.

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014 maakt de administratie de in bijlage III bij die verordening vermelde relevante informatie over elke in het kader van dit besluit toegekende tegemoetkoming van meer dan 100 000 euro binnen twaalf maanden na de datum van toekenning bekend via de IT-tool van de Europese Commissie.

De Administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de specifieke vergoeding. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie als deze daarom verzoekt.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 11.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21336]

**1<sup>er</sup> JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention sous la forme d'un mécanisme de sauvegarde dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'Etat le 17 juin 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié le 4 juin 2021;

Considérant le Comité de concertation du 11 mai 2021;

Considérant que les établissements relevant des métiers qui impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus étaient encore fermés au 1<sup>er</sup> mai 2021;

Considérant que les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel étaient encore fermés au public au 1<sup>er</sup> mai 2021;

Considérant qu'à la suite d'une prolongation de fermeture pour ces secteurs, la présente mesure a pour but d'amoinrir l'impact économique de cette fermeture pour les indépendants et entreprises évoluant dans ce type d'activité;

Considérant que les entreprises concernées risquent de voir leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que leurs perspectives de reprise, partielle ou totale, sont par ailleurs toujours liées à l'évolution de la pandémie et aux décisions prises par le Comité de concertation;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent projet vu la situation de crise qui subsiste pour ces entreprises qui subissent toujours de graves dommages économiques;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir et qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces secteurs dans les meilleurs délais;

Considérant le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;
- 2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;
- 3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales;
- 4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;
- 5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;
- 6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemniteCOVID.wallonie.be>;
- 7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

**Art. 2.** La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un évènement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

**Art. 3.** L'intervention est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

**Art. 4.** Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention à l'entreprise :

- 1° qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 11 mai 2021;
- 2° qui était encore fermée au 1<sup>er</sup> mai 2021 en vertu d'une mesure fédérale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19;
- 3° qui démontre une perte de chiffre d'affaires de minimum 50 % sur le deuxième trimestre 2021 par rapport au deuxième trimestre 2019;
- 4° dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivantes :
  - a.1) 56.101 du Code Nace-BEL;
  - a.2) 56.102 du Code Nace-BEL;
  - a.3) 56.210 du Code Nace-BEL;
  - a.4) 56.290 du Code Nace-BEL;
  - a.5) 56.301 du Code Nace-BEL;
  - a.6) 56.302 du Code Nace-BEL;
  - a.7) 56.309 du Code Nace-BEL;
  - b) 59.140 du Code Nace-BEL;
  - c) 82.300 du Code Nace-BEL;
  - d.1) 85.510 du Code Nace-BEL;
  - d.2) 85.520 du Code Nace-BEL;
  - e.1) 90.021 du Code Nace-BEL;
  - e.2) 90.041 du Code Nace-BEL;
  - e.3) 90.042 du Code Nace-BEL;
  - f.1) 91.030 du Code Nace-BEL;
  - f.2) 91.041 du Code Nace-BEL;
  - g) 92.000 du Code Nace-BEL;
  - h.1) 93.110 du Code Nace-BEL;
  - h.2) 93.121 du Code Nace-BEL;
  - h.3) 93.122 du Code Nace-BEL;
  - h.4) 93.123 du Code Nace-BEL;
  - h.5) 93.124 du Code Nace-BEL;

- h.6) 93.125 du Code Nace-BEL;
- h.7) 93.126 du Code Nace-BEL;
- h.8) 93.127 du Code Nace-BEL;
- h.9) 93.128 du Code Nace-BEL;
- h.10) 93.129 du Code Nace-BEL;
- h.11) 93.130 du Code Nace-BEL;
- h.12) 93.199 du Code Nace-BEL;
- h.13) 93.211 du Code Nace-BEL;
- h.14) 93.212 du Code Nace-BEL;
- h.15) 93.291 du Code Nace-BEL;
- h.16) 93.292 du Code Nace-BEL;
- h.17) 93.299 du Code Nace-BEL;
- i) 96.040 du Code Nace-BEL.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, pour autant que ceux-ci ont fait l'objet d'une fermeture au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2021 en vertu d'une mesure fédérale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

L'entreprise créée après le 1<sup>er</sup> avril 2019 doit démontrer, via le plan financier ou tout document probant, une perte de chiffre d'affaires de minimum 50% sur la période concernée.

Le Ministre peut déterminer les documents probants à fournir par l'entreprise pour déterminer la perte de chiffre d'affaires visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>.

**Art. 5.** Sauf pour l'entreprise active dans le secteur d'activité repris au Code Nace-BEL 56.302, l'intervention visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est de :

- 1<sup>o</sup> 4.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
- 2<sup>o</sup> 6.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
- 3<sup>o</sup> 9.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
- 4<sup>o</sup> 12.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Pour l'entreprise active dans le secteur d'activité repris au Code Nace-BEL 56.302, l'intervention visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est de :

- 1<sup>o</sup> 8.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
- 2<sup>o</sup> 12.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
- 3<sup>o</sup> 18.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
- 4<sup>o</sup> 24.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, si l'entreprise a été créée en 2020, l'effectif d'emploi est calculé sur la moyenne du nombre de travailleurs en 2020.

L'intervention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

**Art. 6.** Dans les délais déterminés par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit fournir au moins les informations suivantes :

- 1<sup>o</sup> son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;
- 2<sup>o</sup> le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention complémentaire;
- 3<sup>o</sup> une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;

L'entreprise déclare au moins via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux, relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>.

Le montant de l'intervention est calculé par l'Administration, conformément à l'article 5, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques et des documents fournis par l'entreprise.

**Art. 7.** La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement de l'intervention relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

**Art. 8.** Lorsque la demande d'intervention n'est pas recevable, l'agent de niveau A visé à l'article 7 suspend la demande et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété dans un délai d'un mois à dater de la date de notification de la suspension ou que la demande d'intervention est à nouveau déclarée irrecevable, celle-ci est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention est accordée.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/21336]

#### 1. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer Beihilfe in der Form eines Schutzmechanismus im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 14. Juni 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 16. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Juni 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. Juni 2021 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von fünf Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des am 4. Juni 2021 abgeänderten Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 11. Mai 2021;

In der Erwägung, dass die Betriebe in Verbindung mit Berufen, die zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen voraussetzen, am 1. Mai 2021 noch geschlossen waren;

In der Erwägung, dass die Betriebe beziehungsweise Teile von Betrieben, die in den Bereichen Kultur, Feiern, Sport, Freizeit und Veranstaltungen aktiv sind, am 1. Mai 2021 für die Öffentlichkeit noch geschlossen waren;

In der Erwägung, dass die vorliegende Maßnahme im Anschluss an eine Verlängerung der Schließung für diese Sektoren darauf abzielt, die wirtschaftlichen Auswirkungen dieser Schließung für Selbständige und Unternehmen, die in dieser Art von Tätigkeit tätig sind, zu erleichtern;

In der Erwägung, dass die Umsätze der betroffenen Unternehmen zurückgehen oder sogar völlig ausfallen könnten, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass ihre Aussicht auf eine teilweise oder vollständige Wiederaufnahme im Übrigen weiterhin an die Entwicklung der Pandemie und die vom Konzertierungsausschuss gefassten Beschlüsse gebunden ist;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Entwurf zu verabschieden, dies wegen der nach wie vor bestehenden Krisensituation für diese Unternehmen, die immer noch einen schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu mildern und zu versuchen, eine Konkurswelle bei Unternehmen zu vermeiden, die infolge der Krise mit akuten Liquiditätsproblemen konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass es daher notwendig ist, einzugreifen, und dass es unerlässlich ist, diese Sektoren so schnell wie möglich finanziell zu unterstützen;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlt;

4° NACE-BEL-Code: das vom Landesamt für Statistiken in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis der Wirtschaftszweige (NACE-BEL 2008), so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung

(EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt wird;

- 5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;
- 6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemniteCOVID.wallonie.be> zugänglich ist;
- 7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

**Art. 2** - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

**Art. 3** - Die Beihilfe wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

**Art. 4** - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine Beihilfe dem Unternehmen:

- 1° das vor dem 11. Mai 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß;
- 2° das kraft einer föderalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie am 1. Mai 2021 noch geschlossen war;
- 3° das einen Umsatzverlust von mindestens 50 % für das zweite Quartal 2021 im Vergleich zum zweiten Quartal 2019 nachweist;
- 4° dessen Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilspektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:
  - a.1) 56.101 des NACE-BEL-Codes;
  - a.2) 56.102 des NACE-BEL-Codes;
  - a.3) 56.210 des NACE-BEL-Codes;
  - a.4) 56.290 des NACE-BEL-Codes;
  - a.5) 56.301 des NACE-BEL-Codes;
  - a.6) 56.302 des NACE-BEL-Codes;
  - a.7) 56.309 des NACE-BEL-Codes;
  - b) 59.140 des NACE-BEL-Codes;
  - c) 82.300 des NACE-BEL-Codes;
  - d.1) 85.510 des NACE-BEL-Codes;
  - d.2) 85.520 des NACE-BEL-Codes;
  - e.1) 90.021 des NACE-BEL-Codes;
  - e.2) 90.041 des NACE-BEL-Codes;
  - e.3) 90.042 des NACE-BEL-Codes;
  - f.1) 91.030 des NACE-BEL-Codes;
  - f.2) 91.041 des NACE-BEL-Codes;
  - g) 92.000 des NACE-BEL-Codes;
  - h.1) 93.110 des NACE-BEL-Codes;
  - h.2) 93.121 des NACE-BEL-Codes;
  - h.3) 93.122 des NACE-BEL-Codes;
  - h.4) 93.123 des NACE-BEL-Codes;
  - h.5) 93.124 des NACE-BEL-Codes;
  - h.6) 93.125 des NACE-BEL-Codes;
  - h.7) 93.126 des NACE-BEL-Codes;
  - h.8) 93.127 des NACE-BEL-Codes;
  - h.9) 93.128 des NACE-BEL-Codes;
  - h.10) 93.129 des NACE-BEL-Codes;
  - h.11) 93.130 des NACE-BEL-Codes;
  - h.12) 93.199 des NACE-BEL-Codes;
  - h.13) 93.211 des NACE-BEL-Codes;
  - h.14) 93.212 des NACE-BEL-Codes;
  - h.15) 93.291 des NACE-BEL-Codes;
  - h.16) 93.292 des NACE-BEL-Codes;
  - h.17) 93.299 des NACE-BEL-Codes;

i) 96.040 des NACE-BEL-Codes.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 Ziffer 4 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung mindestens bis zum 1. Mai 2021 kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie gewesen sind.

Das nach dem 1. April 2019 gegründete Unternehmen muss anhand des Finanzplans oder jeder sonstigen beweiskräftigen Unterlage einen Umsatzverlust von mindestens 50 % über den betreffenden Zeitraum nachweisen.

Der Minister kann bestimmen, welche beweiskräftigen Unterlagen das Unternehmen vorlegen muss, um den in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Umsatzverlust nachzuweisen.

**Art. 5** - Außer für das im Tätigkeitsbereich nach dem NACE-BEL-Code Nr. 56.302 tätige Unternehmen beträgt die in Artikel 4 Absatz 1 genannte Beihilfe:

- 1° 4.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 6.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- 3° 9.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
- 4° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Für das im Tätigkeitsbereich nach dem NACE-BEL-Code Nr. 56.302 tätige Unternehmen beträgt die in Artikel 4 Absatz 1 genannte Beihilfe:

- 1° 8.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- 3° 18.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
- 4° 24.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Wenn das Unternehmen im Jahr 2020 gegründet wurde, wird die Beschäftigtenzahl abweichend von Artikel 1 Ziffer 7 auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer im Jahre 2020 berechnet.

Die Beihilfe nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

**Art. 6** - Innerhalb der vom Minister festgelegten Fristen reicht das Unternehmen seinen Antrag auf Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die ergänzende Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen mindestens, dass es die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 4 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der Beihilfe wird gemäß Artikel 5 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen mitgeteilt werden, und der Unterlagen, die vom Unternehmen übermittelt werden.

**Art. 7** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der Beihilfe unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 8** - Wenn der Antrag auf Beihilfe nicht zulässig ist, setzt der in Artikel 7 genannte Bedienstete der Stufe A den Antrag aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit unterbreiten kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Mitteilung der Aussetzung nicht ergänzt wird oder der Antrag auf Beihilfe erneut als unzulässig erklärt wird, wird dieser endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die Beihilfe gewährt wird.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21336]

**1 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een tegemoetkoming in de vorm van een vrijwaringsmechanisme in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het verslag van 14 juni 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juni 2021;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd op 4 juni 2021;

Gelet op het Overlegcomité van 11 mei 2021;

Overwegende dat inrichtingen in de beroepen die een te nauw contact tussen personen inhouden, op 1 mei 2021 nog steeds gesloten waren;

Overwegende dat de inrichtingen of onderdelen van de inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, sportieve, recreatieve en evenementensector, op 1 mei 2021 nog steeds gesloten waren voor het publiek;

Overwegende dat dat deze maatregel, naar aanleiding van een verlenging van de sluiting voor deze sectoren, bedoeld is om de economische gevolgen van deze maatregel voor de zelfstandigen en de ondernemingen die dit soort activiteiten verrichten, te beperken;

Overwegende dat de betrokken ondernemingen het risico lopen hun omzet te zien dalen of zelfs verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat de vooruitzichten op een gedeeltelijke of volledige hervatting overigens nog steeds afhangen van de ontwikkeling van de pandemie en de door het Overlegcomité genomen beslissingen;

Overwegende dat het dringend is om dit ontwerp aan te nemen gezien de crisissituatie die nog steeds bestaat voor deze ondernemingen die nog steeds ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat deze steun met name tot doel heeft de ondervonden moeilijkheden te verminderen en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat er dus moet worden ingegrepen en dat het van essentieel belang is zo spoedig mogelijk financiële steun aan deze sectoren te verlenen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;
- 3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen betaalt;
- 4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;
- 5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;
- 6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemniteCOVID.wallonie.be>;
- 7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

**Art. 2.** De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

**Art. 3.** De tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

**Art. 4.** De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een financiële tegemoetkoming toe aan de onderneming:

- 1° die vóór 11 mei 2021 in het Waalse Gewest eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;
- 2° die per 1 mei 2021 nog steeds gesloten was, in het kader van een federale maatregel om de COVID-19-uitbraak aan te pakken;
- 3° die een omzetverlies aantoont van ten minste 50% in het tweede kwartaal van 2021 ten opzichte van het tweede kwartaal van 2019;
- 4° een waarvan de activiteit ressorteert onder de NACE BEL codes vermeld onder één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in hiernavolgende subklassen:
  - a.1) 56.101 van de NACE-BEL-code;
  - a.2) 56.102 van de NACE-BEL-code;
  - a.3) 56.210 van de NACE-BEL-code;
  - a.4) 56.290 van de NACE-BEL-code;
  - a.5) 56.301 van de NACE-BEL-code;
  - a.6) 56.302 van de NACE-BEL-code;
  - a.7) 56.309 van de NACE-BEL-code;
  - b) 59.140 van de NACE-BEL-code;
  - c) 82.300 van de NACE-BEL-code;
  - d.1) 85.510 van de NACE-BEL-code;
  - d.2) 85.520 van de NACE-BEL-code;
  - e.1) 90.021 van de NACE-BEL-code;
  - e.2) 90.041 van de NACE-BEL-code;
  - e.3) 90.042 van de NACE-BEL-code;
  - f.1) 91.030 van de NACE-BEL-code;
  - f.2) 91.041 van de NACE-BEL-code;
  - g) 92.000 van de NACE-BEL-code.
  - h.1) 93.110 van de NACE-BEL-code;
  - h.2) 93.121 van de NACE-BEL-code;
  - h.3) 93.122 van de NACE-BEL-code;
  - h.4) 93.123 van de NACE-BEL-code;
  - h.5) 93.124 van de NACE-BEL-code;
  - h.6) 93.125 van de NACE-BEL-code;
  - h.7) 93.126 van de NACE-BEL-code;
  - h.8) 93.127 van de NACE-BEL-code;
  - h.9) 93.128 van de NACE-BEL-code;
  - h.10) 93.129 van de NACE-BEL-code;
  - h.11) 93.130 van de NACE-BEL-code;
  - h.12) 93.199 van de NACE-BEL-code;
  - h.13) 93.211 van de NACE-BEL-code;
  - h.14) 93.212 van de NACE-BEL-code;
  - h.15) 93.291 van de NACE-BEL-code;
  - h.16) 93.292 van de NACE-BEL-code;
  - h.17) 93.299 van de NACE-BEL-code;
  - i) 96.040 van de NACE-BEL-code;

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1, 4°, toevoegen op voorwaarde dat ze ten minste tot 1 mei 2021 gesloten zijn krachtens een federale maatregel die genomen is om de COVID-19-epidemie tegen te gaan.

Een onderneming die na 1 april 2019 wordt opgericht, moet aan de hand van het financieel plan of bewijsstukken aantonen dat de omzet over de desbetreffende periode met ten minste 50 % is gedaald.

De Minister kan bepalen welke bewijsstukken door de onderneming moeten worden overgelegd om het omzetverlies, bedoeld in het eerste lid, 3°, vast te stellen.

**Art. 5.** Met uitzondering van de ondernemingen die werkzaam zijn in de in Nace-BEL-code 56.302 genoemde bedrijfssector, bedraagt de in artikel 4, eerste lid, bedoelde bijdrage :

- 1° 4.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- 2° 6.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- 3° 9.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- 4° 12.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.



Voor de ondernemingen die werkzaam zijn in de in Nace-BEL-code 56.302 genoemde bedrijfssector, bedraagt de in artikel 4, eerste lid, bedoelde bijdrage :

- 1° 8.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- 2° 12.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- 3° 18.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- 4° 24.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

In afwijking van artikel 1, 7°, wordt het personeelsbestand, als de onderneming in 2020 opgericht is, berekend over het gemiddeld aantal werknemers in 2020.

De in het eerste lid bedoelde tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

**Art. 6.** Volgens de door de Minister vastgestelde termijnen dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag om tegemoetkoming in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken:

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de bijkomende tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;

De onderneming verklaart minstens via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 3, lid 1, 4°.

Het bedrag van de tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 5 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen en de documenten die de onderneming heeft verstrekt.

**Art. 7.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de tegemoetkoming wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

**Art. 8.** Indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst het personeelslid van niveau A bedoeld in artikel 7 de aanvraag om specifieke tegemoetkoming en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar ontvankelijkheid.

Indien het dossier niet binnen een maand na de datum van kennisgeving van de schorsing is vervolledigd of het verzoek om tegemoetkoming opnieuw niet-ontvankelijk is verklaard, wordt het definitief ingetrokken.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de tegemoetkoming wordt toegekend.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 10.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203312]

**10 JUIN 2021. — Arrêté ministériel fixant les modalités d'introduction et d'approbation des plans de gestion de la perdrix grise, ainsi que celles relatives aux rapports annuels de la mise en œuvre de ces plans**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 1<sup>ère</sup>, inséré par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mai 2020 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2025, l'article 14;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Chasse », donné le 14 avril 2021;

Vu l'avis n° 69.348/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 juin 2021 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° arrêté quinquennal : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mai 2020 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2025;

2° conseil : conseil cynégétique agréé en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques;